

De l'impact des révolutions en Afrique subsaharienne

Les événements en Tunisie et en Egypte du début de l'année peuvent-ils faire tâche d'huile ? Quelles sont les conditions de possibilité d'un soulèvement analogue en Afrique subsaharienne, au jour d'aujourd'hui ?

Catherine COQUERY-VIDROVITCH, historienne, université Paris-Diderot-Paris 7

La Tunisie et l'Égypte ont connu une révolution populaire. Une vraie révolution, c'est-à-dire une explosion de la société urbaine, décidée à mettre fin à un régime devenu intolérable et même capable, par sa force, de rallier l'armée. Comme le suggère l'historien anthropologue Marcel Détiene, n'hésitons pas à comparer l'incomparable⁽¹⁾. Chaque jour les médias s'étonnent presque que tout ne soit pas réglé « d'un coup », et que les citoyens aient besoin de redescendre dans la rue. A-t-on oublié que la Révolution française ne s'est pas faite en un jour, même si le 14 juillet 1789 en est devenu le symbole un siècle plus tard ? Combien de manifestations de rue ont-elles été nécessaires pour changer, définitivement, le régime politique ? Attendons donc les mois à venir pour porter un jugement véritablement politique sur ce qui est en train de se passer dans le monde arabe.

A la question de savoir si les mobilisations en Afrique du Nord vont avoir un impact sur les pays d'Afrique subsaharienne, on peut répondre que c'est d'autant moins impensable que des révolutions y ont déjà eu lieu. La première révolution fut sans doute, en 1963, celle dite des « trois glorieuses » de Brazzaville (Congo), qui a vu déferler des quartiers, trois jours de suite, les masses

populaires. Ces mobilisations ont pris de court les politiques et les syndicats les plus avertis, pour mettre à bas le régime honni de Fulbert Youlou, consolidé par les Français. On peut émettre les jugements que l'on veut sur le régime « marxiste léniniste révolutionnaire » qui en est issu, mais on ne peut nier que ce fut, un moment, une révolution. Celle-ci a sans doute mal tourné parce que la société, très majoritairement analphabète, n'était pas encore mûre pour la démocratie. Une génération plus tard, en mars 1992, la révolution populaire qui a chassé du Mali le dictateur Moussa Traoré en fut une autre. Il avait fallu au peuple un courage sans faille pour entreprendre, plusieurs mois auparavant, une succession impressionnante de manifestations de rue, dont l'une des plus violentes eut lieu en janvier 1992. Ce jour-là, à Bamako, on a pu entendre un chauffeur de taxi dire : « *Nous irons jusqu'à la mort s'il le faut, mais il partira.* » Ils furent des milliers à penser et à faire la même chose, comme ils le sont aujourd'hui en Libye. Au Mali, il existait désormais des responsables politiques à la mesure de cette volonté. Le président Alpha Omar Konaré sut ainsi instaurer un régime que l'on peut qualifier de démocratisant. Il est essentiel de supprimer de

A la suite de la longue crise économique et des drames de la politique d'ajustement structurel, les conditions ne semblent pas réunies dans l'immédiat pour aboutir, en Afrique subsaharienne, à un résultat aussi probant qu'en Tunisie.

(1) Marcel Détiene, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 2000.

notre vocabulaire un terme qui n'a fait que trop de mal : celui d'ethnie. Le cas est clair pour l'Afrique du Sud, où les oppositions raciales furent pourtant bien plus marquées qu'ailleurs, mais où l'unité de la nation – en dépit de pulsions de sécession très minoritaires aussi bien chez les Noirs (Zulu de l'Inkatha) que chez les Blancs (ultranationalistes) –, en construction depuis deux siècles, ne fut jamais mise en question, ni d'un côté ni de l'autre. Or la complexité du peuplement est très grande dans le pays et résulte, chez les Blancs comme chez les Noirs, de migrations et de brassages de populations, phénomènes anciens et accentués tout au long du XIX^e siècle.

L'ethnie n'est plus un facteur politique

Cette réalité est analogue, partout en Afrique. Depuis le début de la colonisation, les brassages de populations, de par les migrations du travail, ont été tels que l'homogénéité ethnique d'un territoire (national ou régional) est un leurre qui n'est entretenu que par des politiciens intéressés ou des ethnographes passésistes. Depuis le XIX^e siècle, les États modernes se sont construits à l'intérieur des frontières coloniales au sein desquelles les peuples ont, à leur tour, conquis leur indépendance. Ils sont donc

le fruit de l'histoire, et non d'un « fait ethnique ». Jusqu'au référendum récent amorçant l'indépendance du Sud-Soudan, seule l'Erythrée a dérogé à la règle : c'est que l'empereur d'Éthiopie avait vendu la province à l'Italie en 1890... Elle n'est revenue à l'empire qu'en 1960, près d'un siècle plus tard, après un autre épisode déterminant, celui de l'occupation britannique (1941-1953). Il est donc « historiquement normal » que le nationalisme érythréen ait émergé.

En revanche, alors que toutes les autres tentatives de sécession ou de modification des frontières coloniales (guerres du Biafra ou du Katanga, reconstitution de la Haute-Volta dès 1947, ou du Cameroun en 1960) ont échoué, la récente sécession soudanaise représente pour l'historien un fait politique nouveau, moderne. C'est un tournant de l'histoire révélant que l'héritage colonial est définitivement clos. L'histoire longue, couplée aux exigences contemporaines (le pétrole), reprend ses droits. Se sont en effet succédé le passif très ancien d'une traite des esclaves naguère intense (mais ne pas penser aux Soudanais de Karthoum comme des « Blancs » contre des « Noirs » : Noirs, ils le sont presque tous), couplée à une histoire religieuse mouvementée où le christianisme d'origine copte dominant au Sud, mâtiné de solides formes de religions du terroir, a des racines plus anciennes encore que l'islam. L'asservissement des populations du Sud par celles du centre du pays est une vieille histoire, et les travailleurs immigrés qui ont peuplé les immenses bidonvilles de Karthoum sont originaires du Sud. Fort de tous ces héritages, le nationalisme sud-soudanais s'est enfin forgé, pendant plus de vingt ans de guerre. Le temps dira ce qu'il va en advenir, mais pour lors on ne voit guère d'autres exemples possibles d'une telle évolution, y compris en Côte d'Ivoire, où l'on ne sau-

« Ce qui manque aujourd'hui à la Côte d'Ivoire, comme à nombre d'autres pays, c'est ce qui a fait le succès de la révolution tunisienne : la force populaire, susceptible d'affronter, pour renverser des pouvoirs autocratiques corrompus, tous les dangers. »

(2) Cf. Daouda Gary Tounkara, « Cinquante ans de politiques de la nationalité en Côte d'Ivoire », *Outre-Mers. Revue d'Histoire*, tome 98, n° 368-369, 2010, p.159-176.

rait trop insister sur la complexité du peuplement. A l'Ouest, il s'agit essentiellement d'une population mêlée, cristallisant la crise foncière entre anciens propriétaires et nouvelles ambitions cacaoyères, au Sud l'islam l'emporte désormais sur le christianisme et la région a attiré au moins autant de gens de l'intérieur que de la côte. Quant au Nord, il a hérité d'une histoire complexe de ses liens coloniaux avec la Haute-Volta d'antan, et de la rancœur du travail plus ou moins forcé vers le Sud. Il ne reste guère que le fief de Bédié pour jouer du tribalisme.

En Côte d'Ivoire, le blocage

A la suite de la longue crise économique et des drames de la politique d'ajustement structurel, les conditions ne semblent pas réunies dans l'immédiat pour aboutir, en Afrique subsaharienne, à un résultat aussi probant qu'en Tunisie. La Côte d'Ivoire en est un exemple évident. Voici un pays où la société s'est trouvée, au fil des années, profondément corrompue par un régime patrimonialiste pervers, lequel a utilisé à des fins de manipulation politique moderne des ressorts dits « traditionnels ». La situation actuelle ne peut pas seulement s'expliquer par les dix dernières années : elle remonte en fait aux premières années de l'indépendance (sans même parler des séquelles coloniales), avec le long régime autocratique du président Houphouët-Boigny, expert en fabrication de complots mensongers, en réactions tribalistes et en manipulation d'étrangers à des fins électorales... ce qui a permis à son successeur, Bédié, de les exacerber en « ivoirité »⁽²⁾.

La vie politique est pour l'instant (début mars 2011) bloquée, les deux adversaires restant l'un et l'autre rivés à leurs ambitions politiques personnelles, ce qui les fait l'un et l'autre couvrir des excès redoutables (exécution, viols, etc.). Or comparons à nou-

COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE		
AKOTO YAO Kouadio Félix	ANAKY Kobena Innocent	BEDIE Konan Aimé Henri
INDEPENDANT	MFA	PDCI/RDA
		
		

veau l'incomparable : se souvient-on de la première élection du président Bush, dont la majorité a été mise en doute, notamment en Floride ? La situation a été débloquée par le sacrifice politique du candidat démocrate Al Gore, injustement éliminé. Huit années d'un gouvernement républicain pénible en sont issues, mais qui ont abouti, au *finish*, à l'élection du président Barak Obama. A l'époque, ce renoncement a pu être considéré comme inadmissible par les politiques, mais l'évolution à moyen terme, alors imprévisible, conforte au contraire l'historien dans ses analyses : il est simpliste d'identifier la démocratie à des élections libres, condition évidemment nécessaire mais non suffisante. Respecter la démocratie, c'est beaucoup plus compliqué. On peut penser qu'Al Gore a véritablement démontré, à ce moment-là, son adhésion à la démocratie : il a choisi délibérément et paradoxalement, pour la préserver, de renoncer à son ambition personnelle.

Il ne faut en tirer aucune conclusion sur la façon dont devrait, ou aurait dû se régler le blocage ivoi-

ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
 SCRUTIN DU 31 OCTOBRE 2010
 Bulletin unique de vote

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
 Union - Discipline - Travail



DOLO Adama	ENOH Aka N'Douba	GBAGBO Laurent	GNAMIEN Konan	KONAN Kouadio Siméon	LOHOUES Anne Jacqueline épouse OBLE	MABRI Toikeusse Albert	OUATTARA Alassane	TAGOUA Nynsemon Pascal	TOHOU Henri	WODIE Romain Francis
INDEPENDANT	INDEPENDANT	LMP	UPCI	INDEPENDANT	INDEPENDANT	UDPCI	RDR	INDEPENDANT	USP	PIT

© DR

rien. Constatons simplement, à l'heure où cet article est rédigé, qu'aucun des deux présidents actuels, pas plus Alassane Ouattara que Laurent Gbagbo, n'est prêt à renoncer à sa soif de pouvoir pour le bien commun. En outre, contrairement à ce qui s'est passé en Tunisie, pour l'instant le peuple n'entend guère descendre dans les rues, ni l'armée rejoindre les manifestants. Pour résoudre le problème, il est aussi irresponsable de faire intervenir une police secrète que d'appeler à l'intervention armée d'une force étrangère. C'est pourquoi il paraît outrepassant de la part d'observateurs, étrangers de surcroît, de prononcer des jugements aussi péremptores qu'insuffisamment fondés sur la question. Il est important de refuser de prendre parti, quel qu'il soit, dans le conflit ivoirien, lequel est avant tout un problème politique ivoirien⁽³⁾. Quelle que soit l'issue présidentielle, le pays risque de ne pas s'en sortir sans une profonde fracture, voire une guerre civile. Celle-ci paraît menacer, et elle est d'autant plus inutile que l'imbrication des populations et des intérêts rendent la séces-

La vie politique en Côte d'Ivoire est pour l'instant bloquée, les deux adversaires restent l'un et l'autre rivés à leurs ambitions politiques personnelles, ce qui les fait l'un et l'autre couvrir des excès redoutables.

(3) Voir le titre décevant: « Gbagbo, chef ethnocentriste », attribué par *Le Monde* à une pétition signée le 18 janvier 2010 par un certain nombre d'intellectuels français, et dont le texte maniait malencontreusement cet argument tribaliste. Si Laurent Gbagbo a refusé de reconnaître les résultats du Nord, ce n'est pas parce qu'il en méprisait les ethnies, mais tout bonnement parce que les dix circonscriptions qui le composent ont voté contre lui.

(4) Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, La Découverte, Paris, 2010 (voir note de lecture p. 61); C. Coquery-Vidrovitch, *Petite histoire de l'Afrique, l'Afrique au sud du Sahara de la préhistoire à nos jours*, Paris, La Découverte, 2010.

sion improbable. Il n'empêche: qu'on le veuille ou non, la Côte d'Ivoire a su et pu procéder à des élections libres, et c'est loin d'être le premier Etat africain à le faire. Il y a quelques années, les citoyens du Sénégal furent parmi les premiers à empêcher le bourrage des urnes. C'est un acquis important (jamais garanti pour toujours), désormais assez généralisé en Afrique subsaharienne aujourd'hui (que ce soit au Kenya, au Zimbabwe ou ailleurs). Condition nécessaire, a-t-on dit, mais non suffisante, comme le suggère ces deux derniers cas.

L'éducation, force des sociétés africaines

Ce qui manque aujourd'hui à la Côte d'Ivoire, comme à nombre d'autres pays, c'est ce qui a fait le succès de la révolution tunisienne: la force populaire, susceptible d'affronter, pour renverser des pouvoirs autocratiques corrompus, tous les dangers, voire la mort; donc capable aussi de convaincre les forces armées qu'elles ne sont pas seulement composées de soldats, mais aussi de citoyens comme les autres. On dira que les peuples n'y

croient plus, que la corruption est si généralisée qu'il n'y a plus rien à faire, que l'armée est trop achetée pour réagir, que (s'il s'agit de la Côte d'Ivoire) les Ivoiriens ont trop connu la guerre civile pour souhaiter en reprendre le risque. Quelle réponse apporter dans l'immédiat? Que la société mûrisse. Comment? Par l'éducation pour le plus grand nombre. C'est ce qui fait la force des révolutions tunisienne, égyptienne et libyenne. La scolarisation de masse finira aussi par faire la force des autres sociétés africaines. Quoi qu'on en dise, compte tenu des efforts de la plupart des Etats nationaux, d'une incontestable volonté à la base, et de l'action internationale multilatérale en ce domaine, publique ou privée (ONG), le pourcentage d'analphabétisme décroît. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont à l'œuvre. Les sociétés africaines sont en train de devenir des sociétés civiles et politiques à part entière. Comme le prévoit Achille Mbembe, les années à venir devraient nous surprendre⁽⁴⁾. ●